MILA

Le foncier, cette épineuse quadrature du cercle !

Mila en tant qu'entité administrative est confrontée à d'inextricables problèmes dont elle n'arrive toujours pas à s'en défaire ! Championne, toutes catégories, d'une bureaucratie qui vient à bout des volontés les plus tenaces, elle traîne également cette réputation de wilaya où il est pratiquement impossible de réaliser un quelconque projet ou équipement d'utilité publique sans s'attirer les foudres d'une frange de la population ou répondre devant la justice de cet «acte téméraire».

Des propriétaires ou des pseudo-propriétaires fonciers, encouragés, faut-il le souligner, par la complicité de certains responsables locaux, en font leur raison de vivre et de s'enrichir, sans compter des programmes qui s'étirent dans le temps, des opérations en perpétuelle réévaluation, des projets qui ne cessent d'être ballottés et transférés. Tous les secteurs à Mila sont confrontés à cette «quadrature du cercle» et arrivent de moins en moins à lancer un quelconque projet, malgré l'importance des programmes inscrits et les besoins pressants d'une population de plus en plus exigeante. Combien de projets ont attendu des années à cause de l'écueil de l'assiette foncière ? Combien d'autres ont été stoppés net en pleine réalisation, et souvent, carrément abandonnés, faute de ne pouvoir faire face à une «opposition musclée» ou à une décision judiciaire ? Un ancien P/APW n'a-t-il pas déclaré ouvertement, lors d'une session, avoir des preuves sur des terrains, présumés appartenir à des privés et sur lesquels des équipements publics ont été réalisés et qui ont été indemnisés plus d'une fois.

Photo : D.R

«Profitant du laxisme ou de la complicité de certains responsables, ces pseudo-propriétaires profitent de la moindre intervention sur des terrains, déjà indemnisés, pour saisir la justice, sachant pertinemment qu'ils auront gain de cause, tout simplement parce que la procédure de transfert de propriété de ces terrains n'a jamais été effectuée. Ce filon d'or a été exploité à fond et rapporté gros à certains.»

N'est-il pas temps d'essayer de comprendre les tenants et les aboutissants de cet imbroglio foncier à la milevienne ? Qui est derrière ? Qui tire les ficelles ?

Qui en profite ? Qui vend la mèche tout en induisant en erreur les autres services sur l'origine foncière et la nature juridique des terres ?

Les exemples sont légion et les questions qui se posent avec acuité restent toujours sans réponse. Même l'ancien wali, Djamel-Eddine Salhi, avait, lors de cette session de l'APW, mis le doigt sur cette gravissime affaire, demandant des rapports bien détaillés sur tous ces cas de figure, tout en désignant les responsables de ces scénarios induisant une véritable hémorragie du Trésor public. Mais depuis, plus rien…

Les responsables en place, s'ils veulent réussir leur pari de sortir la wilaya de l'ornière, ne doivent en aucun cas se contenter de justifier l'état actuel des choses, car Mila a besoin, et nous continuons à le soutenir, de décisions courageuses à même de venir à bout de cette configuration imposée, pour divers intérêts, elle a aussi et surtout besoin de responsables éclairés et volontaires, capables d'êtres de vrais bulldozer pour défricher et donner ce coup de starter salutaire dont Mila a, indubitablement, besoin pour son émancipation, et les exemples sont légion à travers les wilayas du pays.

A. M'haimoud

TIARET

Les noyades continuent d'endeuiller des familles

Les cas de noyade sur les côtes de l'ouest du pays en cette saison estivale continuent à endeuiller des familles entières à Tiaret.

En effet, après le décès tragique d'une jeune fille âgée à peine de 20 ans suivi de celui d'une fillette, c'était au tour d'un jeune homme de subir le même sort dimanche après sa disparition dans une des plages de Aïn-Turk, dans la wilaya d'Oran.

Ghelani Mokhtar, 23 printemps, a été repêché dans un état critique avant de rendre son dernier soupir à l'hôpital militaire de Aïn-Turk où il a été évacué en urgence. Deux jours auparavant, un jeune répondant au nom de Ilyes, connu dans le milieu sportif local, s'est noyé à la grande stupeur de ses compagnons. Ces cas de noyade interviennent presque quotidiennement sur les côtes en dépit de la mise en place d'un dispositif de lutte contre le phénomène marqué par un renforcement notable des éléments de la Protection civile. Pour rappel, depuis le début de l'été, une dizaine de cas de noyade touchant des estivants de la wilaya de Tiaret a été enregistrée et la liste risque de s'allonger.

Mourad Benameur

Ces colis alimentaires qui provoquent le courroux

Les signes de la misère refont surface à l'approche du mois sacré, c'est du moins l'impression vu le comportement de certains citoyens, plus particulièrement les faux pauvres habitués à s'accaparer les colis alimentaires.

En effet, mardi, des groupes d'hommes et de femmes se sont agglutinés tôt le matin devant le siège de la mairie, située sur la route de Frenda, avant de se déployer et bloquer le passage aux automobilistes. En agissant de la sorte, ils ont voulu porter plus haut leur voix, car privés, disent-ils, des fameux colis. Alertés, les services de sécurité se sont immédiatement déplacés sur les lieux pour disperser la foule et évacuer l'artère obstruée par des bennes à ordures.

Ce genre d'agissements risque de durer tout le long de cette période sensible, connue par une forte demande de colis et de couffins. Très souvent, des bagarres éclatent devant les points de distribution. A noter que pour cette année, le quota des kits alimentaires spécial Ramadan a dépassé les 50 000 unités dont 10 000 pour la seule ville de Tiaret.

M. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

47 282 couffins du Ramadan seront distribués

Quarante-sept mille deux cent quatre-vingt-deux (47 282) familles démunies recensées dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès seront concernées par la distribution du couffin du mois sacré du Ramadan.

Selon nos sources, trois jours avant le début du mois sacré, la DAS (direction de l'action sociale) distribuera à domicile un couffin de denrées alimentaires de première nécessité d'une valeur de 3 500 DA à chaque famille. Pour cette opération, le ministère de la Solidarité a contribué avec trois millions de dinars, la wilaya avec 8 millions de DA, les APC avec 2,8818 milliards de centimes et les âmes bienfaitrices avec un 1,105 million de DA. Par ailleurs, sept restaurant seront ouverts dans la ville de Sidi Bel-Abbès pour les démunis : celui du stade Adda-Boudjelal où il sera servi 200 repas/j, la zaouïa Alloua 135 repas, le syndicat des avocats offrira 280 repas, les Scouts musulmans 300 repas, les âmes bienfaitrices anonymes 125 repas, l'association des parents des IMC 630 repas, Dar El Ihsane pour les personnes âgées 400 repas.

Dans la localité de Benbadis, 300 repas par jour seront servis au niveau de l'école Khaled-Ibn-Walid. Au total, 5 070 repas seront quotidiennement servis à travers la wilaya. Le Sonatrach a contribué à cette opération avec 500 couffins.

Les chiffres avancés en matière de repas sont pour l'instant provisoires.

La DAS appelle les nécessiteux non recensés à se rapprocher de ces services pour pouvoir bénéficier d'un repas chaud durant le Ramadan.

A. M.

BLIDA

Les agresseurs de l'autoroute Est-Ouest sous les verrous à Mouzaïa

Les agresseurs qui écumaient le tronçon routier entre Mouzaïa et El-Affroun, à 15 km à l'ouest de Blida, viennent d'être arrêtés par les éléments de la gendarmerie de Mouzaïa.

Agés de 22 et 26 ans, ils ont été dénoncés par trois automobilistes agressés à l'arme blanche et délestés de leur argent.

C'est ainsi que les deux individus furent identifiés. Présentés devant le procureur du tribunal d'El-Affroun, ils ont été placés sous mandat de dépôt.

M. B.

RECTIFICATIF

Une erreur a malencontreusement glissé dans notre article d'hier, intitulé : «Blida : Extension du pôle universitaire d'El Affroun». Il fallait lire : «Le wali de Blida a fait savoir au responsable de l'entreprise chinoise qu'il sera dénoncé auprès de l'ambassadeur chinois en Algérie au cas où cette entreprise ne parvient pas à terminer les travaux avant la prochaine rentrée universitaire.»

CITÉ 498 LOGEMENTS DE BAB EZZOUAR

Les résidents dénoncent l'informel

Le retour en force du marché informel depuis janvier dernier s'il arrange les affaires des jeunes vendeurs à la sauvette il en est différemment pour les riverains.

C'est le cas des résidents de la cité 498 logements de Bab Ezzouar qui ont décidé de se constituer en collectif pour se mobiliser afin d'éradiquer le marché informel érigé dans leur quartier. «Cris, klaxons, bagarres, saletés, détritus… c'est, désormais, ce qui caractérise notre cité», déplorent-ils. Malgré les différentes plaintes auprès des autorités locales, les vendeurs informels continuent d'envahir le quartier avec leurs charrettes et leurs camionnettes de 6h du matin jusqu'à 23h.

Un quotidien «insupportable», selon les plaignants qui ont compte saisir le wali d'Alger. Les habitants soulignent que les autorités locales ont pourtant aménagé, depuis 2005, un marché d'un coût de 800 millions de centimes équipé de toutes les commodités.

Un espace que ces vendeurs désertent à chaque fois pour s'implanter au milieu de la cité des 498 logements sous même les fenêtres de maisons. Une situation que les concernés déplorent du fait qu'elle perturbe non seulement le calme du quartier mais également la scolarité de leurs enfants.

S. A.